

NATIONS UNIES

# Assemblée générale

QUARANTE-SIXIÈME SESSION

*Documents officiels*

CINQUIÈME COMMISSION  
44<sup>e</sup> séance  
tenue le  
mardi 3 décembre 1991  
à 15 h 30  
New York

---

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 44<sup>e</sup> SEANCE

Président : M. MUNTASSER (Jamahiriya arabe libyenne)

puis : M. SPAANS (Pays-Bas)  
(Vice-Président)

Président du Comité consultatif pour les questions administratives  
et budgétaires : M. MSELLE

SOMMAIRE

ORGANISATION DES TRAVAUX

POINT 104 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORTS FINANCIERS ET ETATS FINANCIERS  
VERIFIES ET RAPPORTS DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (suite)

POINT 107 DE L'ORDRE DU JOUR : PROJET DE BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE  
BIENNAL 1992-1993 (suite)

Incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/46/L.13  
concernant le point 29 de l'ordre du jour

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées,  
dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750,  
2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE  
A/C.5/46/SR.44  
16 décembre 1991  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

La séance est ouverte à 15 h 50.

## ORGANISATION DES TRAVAUX

1. Le **PRESIDENT** dit que le Président de l'Assemblée générale a réitéré sa ferme intention de prononcer le 17 décembre 1991 la clôture de la présente session de l'Assemblée générale. Le Président a donc établi, avec l'aide du Secrétariat, un projet de plan de travail selon lequel la Cinquième Commission achèverait ses travaux le 15 décembre 1991 au plus tard. Outre les dates limites proposées dans le plan, que la Commission devra respecter strictement, il convient de faire un certain nombre d'observations. Premièrement, le respect de la date limite fixée par le Président et du plan de travail proposé serait subordonné à la possibilité d'obtenir aux dates voulues la documentation essentielle. Dans le cas de certains points de l'ordre du jour - par exemple, les points 109 et 110 - la Commission pourrait, s'il en est ainsi décidé, commencer le débat général tout en attendant les rapports du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB). Deuxièmement, les délégations devront tirer le meilleur parti possible du temps qui leur reste. Les séances doivent commencer à l'heure et il faut également envisager la possibilité de tenir simultanément des consultations officieuses. Troisièmement, dans certains cas, même à supposer que la documentation soit immédiatement disponible, il ne serait pas possible, d'ici le 15 décembre, d'examiner sérieusement les questions soulevées et de prendre toutes les décisions appropriées; il est donc clair que l'examen de certaines devra être différé. La Commission a déjà décidé de reporter à la quarante-septième session la question de l'indemnité de représentation des secrétaires généraux adjoints et des sous-secrétaires généraux, ainsi que celle des honoraires payables aux membres des organes et organes subsidiaires de l'Organisation des Nations Unies. La Commission pourrait peut-être agir de même au sujet de certains aspects des points 105 (Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies), 123 (Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies) et de certaines des questions relevant du point 107 (Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1992-1993). Il restera néanmoins nécessaire de présenter ces points à la Cinquième Commission durant la session en cours et de régler certaines questions essentielles, par exemple, au titre du point 123, celle des frais de mise en route des opérations de maintien de la paix. Quatrièmement, en ce qui concerne la suite à donner par la Commission aux projets de texte, il faudra déroger à la règle du délai de 24 heures dans de nombreux cas. Cinquièmement, le plan de travail a également des incidences sur la recherche d'un consensus. Afin de respecter la date limite, il faudra achever les travaux même si cela signifie que les décisions seront prises par vote. Le Président ne préconise pas cette ligne d'action, mais dans les circonstances présentes, il estime de son devoir de la soumettre à la Commission pour examen. Il demandera aux délégations de présenter leurs observations sur le plan de travail proposé quand elles auront eu la possibilité de l'étudier.

La séance est suspendue à 15 h 55; elle est reprise à 16 h 5.

2. M. SPAANS (Pays-Bas), prenant la parole au nom des 12 Etats membres de la Communauté européenne, dit que la Commission se trouve sans nul doute dans une situation très difficile. Si aucune date limite n'est fixée, elle n'achèvera probablement pas ses travaux. Néanmoins, le calendrier proposé par le Président dans son plan de travail n'est pas réaliste. Les Douze regretteraient profondément toute mesure qui obligerait la Commission à voter sur l'un quelconque des points de l'ordre du jour, ce qui sera inévitable si l'on s'en tient au calendrier proposé. En ce qui concerne les propositions spécifiques du Président, les Douze ne sont pas favorables à l'idée de commencer le débat général sur un point quelconque relatif au budget sans disposer du rapport et des recommandations du Comité consultatif. Il est certes souhaitable d'ouvrir les séances à l'heure prévue, mais la proposition tendant à déroger à la règle des 24 heures si besoin est doit être examinée cas par cas; les Douze ne pourraient sans difficulté accepter qu'il soit dérogé à la règle dans tous les cas. L'intervenant rappelle que les Douze n'ont cessé de demander que certains points ne soient inscrits à l'ordre du jour que tous les deux ans. La situation actuelle démontre que cette proposition est bien fondée.

3. M. COHEN (Etats-Unis d'Amérique) dit que sa délégation partage nombre des préoccupations exprimées par les Douze. Des mesures plus décisives devront être prises concernant l'ordre du jour de la Commission si elle entend achever ses travaux d'ici le 15 décembre. La délégation des Etats-Unis recommande donc que tout examen quant au fond des points 105, 109 et 110 soit remis à une reprise de la session. Le point 105 est particulièrement important et la délégation des Etats-Unis n'est pas disposée à devoir l'examiner précipitamment et à prendre une décision hâtive. Il n'est pas nécessaire d'adopter d'ici le 15 décembre une résolution détaillée sur le point 108 (Planification des programmes); la Commission pourrait approuver les parties du rapport relatives au budget et reporter l'examen des autres. En ce qui concerne les points 109 et 110 (Crise financière actuelle de l'Organisation des Nations Unies et Crise financière de l'Organisation des Nations Unies), la délégation des Etats-Unis n'est pas convaincue que, même si toutes les mesures proposées étaient approuvées, l'Organisation pourrait disposer de liquidités supplémentaires durant les 30 premiers jours de 1992. En ce qui concerne le point 113 (Plan des conférences), la délégation des Etats-Unis estime qu'étant donné l'état des négociations, si aucun accord n'intervient d'ici à la fin de la semaine, l'ensemble des débats devrait être reporté à une reprise de la session. L'examen des points 115 (Questions relatives au personnel) et 116 (Régime commun des Nations Unies) devrait également être reporté. Il est possible que l'accord se fasse d'ici le 15 décembre sur le rapport du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, au titre du point 117, et la Commission doit par conséquent n'épargner aucun effort pour adopter une résolution d'ici cette date. La délégation des Etats-Unis est prête à accepter la proposition du Président concernant l'examen du point 123.

4. M. DUHALT (Mexique) dit qu'il sera très difficile pour la Commission de traiter de façon appropriée d'ici le 15 décembre de toutes les questions inscrites à son ordre du jour. Si elle se conforme au plan de travail proposé, elle se verra obligée de prendre des décisions à la hâte et peut-être autrement que par consensus, ce qui serait regrettable. Une solution consisterait pour la Commission à concentrer ses efforts sur quelques points de l'ordre du jour, dont la nature exige qu'une décision soit prise avant le 31 décembre 1991, comme ceux concernant le budget et le barème des quotes-parts. La délégation mexicaine peut accepter les propositions des Etats-Unis tendant à reporter l'examen d'un certain nombre de points, à l'exception du point 116 (Régime commun des Nations Unies), qui a des incidences intéressant d'autres organisations du système. Quelques institutions spécialisées ont manifesté une tendance à l'affaiblissement du régime commun et, si la Commission ne prend pas de décision à la session en cours, elle pourrait laisser croire à celles-ci que l'Organisation des Nations Unies ne se soucie pas de le défendre. Il importe donc de mener à bien l'examen de la question. Quant aux points qui n'ont pas été examinés, il faudrait les aborder à une reprise de la session qui se situerait durant le premier trimestre de 1992, et non pas les renvoyer à la quarante-septième session.

5. M. CLAVIO (Colombie) dit que la Commission pourrait certes mener ses travaux plus rapidement, mais que le plan de travail proposé n'est pas réaliste. Beaucoup de points de l'ordre du jour sont importants et il ne convient pas d'en traiter à la hâte. On pourrait placer les questions dans un ordre tel que la Commission soit à même d'en examiner certaines au début de 1992. A la quarante-cinquième session de l'Assemblée générale, le point relatif à l'examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies - point dont un examen véritable exige beaucoup de temps - avait été examiné à la dernière minute et aucune décision de fond n'avait été prise. Les points 111 (Coordination administrative et budgétaire entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique) et 115 (Questions relatives au personnel) pourraient être examinés en 1992, en même temps que les points 109 et 110, qui sont l'objet de propositions très importantes appelant des consultations minutieuses et détaillées. Le fait de différer l'examen d'un certain nombre de points ne doit pas être considéré comme un précédent justifiant l'inscription de certains d'entre eux à l'ordre du jour d'une assemblée générale sur deux seulement. Il s'agit là d'une question distincte qui nécessite en soi un examen attentif.

6. M. ZAHID (Maroc) dit que sa délégation estime également que le plan de travail proposé n'est pas très réaliste. Il ne prévoit pas assez de temps pour mener des consultations sur des points importants qui n'ont pas encore été présentés. Un esprit de consensus commence à se manifester et la Commission ne doit pas risquer de faire échouer le processus par un excès de hâte. La délégation marocaine estime que la Commission doit concentrer ses

(M. Zahid, Maroc)

efforts sur les questions les plus urgentes, compte tenu de la situation financière de l'Organisation, à savoir le projet de budget-programme et le barème des quotes-parts, qui est à la base du budget. Le financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies appelle également une décision immédiate. La Commission peut et doit s'efforcer d'examiner les rapports de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et de la Commission de la fonction publique internationale, mais il n'y aurait pas d'inconvénient grave à reporter cet examen à une reprise de la session. L'intervenant note qu'un projet de résolution sur le point 108 de l'ordre du jour (Planification des programmes) est presque prêt et qu'il devrait être possible de le présenter à la prochaine séance de la Commission. La meilleure solution serait pour la Commission de concentrer ses efforts sur trois ou quatre points urgents et de réserver l'examen des autres à une reprise de la session.

7. M. GREGG (Australie) fait siennes les propositions formulées par la délégation des Etats-Unis, telles qu'amendées par les délégations du Mexique, de la Colombie et du Maroc. Il faudra traiter de certains des points restants au début de 1992, tandis que l'examen d'autres pourrait être reporté à la quarante-septième session. L'intervenant estime que la Commission sera à même de parvenir d'ici le 15 décembre à des décisions par consensus sur toutes les questions fondamentales.

8. M. RAE (Inde) dit que les questions dont la Commission est saisie sont importantes et nécessitent des consultations détaillées. Il est non moins essentiel de connaître l'avis du Comité consultatif. La délégation indienne ne saurait que très difficilement accepter toute proposition impliquant que la Cinquième Commission peut poursuivre ses travaux sans disposer des rapports du Comité consultatif. Les procédures de consensus sont non moins importantes et la Commission ne doit pas y renoncer. La conclusion s'impose donc qu'il faudra différer l'examen de certains points de l'ordre du jour. Il faudra faire usage d'un critère communément accepté pour décider quels points doivent être traités immédiatement, examinés à une reprise de la session ou reportés jusqu'à la quarante-septième session. L'intervenant demande au Secrétariat d'établir une liste des points sur lesquels une décision doit être prise à la session en cours pour des raisons techniques. Il n'est pas possible de classer les points selon leur importance présumée, parce que celle-ci dépend des vues propres à chaque délégation. La Commission doit donc se laisser guider exclusivement par des considérations techniques. Parmi les points qu'il sera proposé d'examiner à la reprise de la session, c'est-à-dire au début de 1992, la délégation indienne souhaiterait voir figurer les points 105, 109, 110 et 115. L'examen de certains aspects du point 115 (Questions relatives au personnel) a déjà été reporté de la quarante-cinquième à la quarante-sixième session.

/...

9. M. INOMATA (Japon) dit que le plan de travail ne fait pas état de l'examen par la Commission des incidences sur le budget-programme des résolutions adoptées par les autres grandes commissions. Le volume de travail de la Cinquième Commission échappe en partie à son contrôle. Si les autres commissions sont d'accord pour terminer leurs travaux suffisamment tôt, la Cinquième Commission sera à même de terminer les siens d'ici au 15 décembre. Le Président devrait insister sur ce point auprès des présidents des autres commissions, ainsi que du Président de l'Assemblée générale, sous peine d'invalider toute décision que la Cinquième Commission pourrait prendre quant à son plan de travail.

10. Il y aura peut-être lieu de préciser davantage les critères à suivre pour reporter ou non l'examen de tel ou tel point. Selon la délégation japonaise, les règlements statutaires de tous les organes concernés imposeraient d'examiner dans l'immédiat les points relatifs au barème des quotes-parts, au projet de budget-programme, au calendrier des réunions, peut-être aux pensions, et à certains aspects du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour lesquelles il sera nécessaire d'ouvrir des crédits de mise en route. La documentation relative à certains points n'a pas encore été publiée. Cependant, même si les documents y relatifs sont disponibles, il faudrait différer le débat sur tout point que n'aurait pas encore examiné le Comité consultatif. La délégation japonaise n'est pas d'avis de prendre des décisions précipitées sur des questions qui sont habituellement examinées en premier lieu par le Comité consultatif. En conséquence, il ne serait pas souhaitable d'amorcer un débat général sur la crise financière. Cependant, la Commission doit prendre en considération les travaux déjà menés par certains organes, en particulier ceux où un net consensus s'est dégagé, comme le Comité du programme et de la coordination (CPC). A cet égard, la Commission pourrait utilement ouvrir un débat sur la question de l'examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies et approuver les mesures déjà recommandées par le CPC. Elle pourrait alors, ultérieurement, étudier les documents du Secrétariat qui doivent encore être examinés par le Comité consultatif. Le CPC, qui est un organe intergouvernemental, a déjà fait des recommandations sur certains éléments et il n'y a pas lieu pour la Commission de reporter sa décision à leur sujet. En ce qui concerne les décisions par consensus, l'intervenant considère que l'éventualité d'un vote, évoquée par le Président, ne porte que sur les élections.

11. M. BIDNY (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que la Commission doit planifier ses travaux de manière à pouvoir examiner autant qu'ils le méritent tous les points inscrits à son ordre du jour. Il estime, comme les orateurs qui l'ont précédé que, sous sa forme actuelle, le plan de travail du Président n'est pas réaliste. Si le Président de l'Assemblée générale maintient sa décision de prononcer la clôture de la quarante-sixième session de l'Assemblée générale le 17 décembre, la Cinquième Commission devra bien sûr en tenir compte et, sans aucun doute, employer le plus efficacement possible le temps qui lui reste. En ce qui concerne la règle des 24 heures,

(M. Bidny, URSS)

la délégation soviétique convient avec les Douze que toute dérogation devrait être examinée cas par cas. Elle estime elle aussi que les rapports du Comité consultatif sont un élément essentiel d'appréciation et ne peut donc accepter que la Commission prenne des décisions sur des points relatifs aux questions administratives et budgétaires sans recueillir d'abord l'avis qualifié du CCQAB. Aux fins d'élaborer un plan réaliste, la délégation soviétique reconnaît que l'ordre d'examen des points doit être fixé en fonction de critères d'ordre technique, et non selon l'importance que telle ou telle délégation attache à chacun d'entre eux. Comme la Commission doit examiner tous les points de l'ordre du jour dont elle est saisie avec l'attention qu'ils méritent, l'intervenant propose de les diviser en trois catégories : ceux sur lesquels les travaux ne peuvent être suspendus et un consensus est possible; ceux qui ne peuvent être reportés à la quarante-septième session de l'Assemblée générale et doivent être examinés à une reprise de la session; et les autres qui peuvent être reportés sans difficulté. Du point de vue procédural, il serait utile, après l'échange général de vues, d'organiser une réunion du Bureau élargi afin d'arrêter un programme de travail. Si un accord général se fait jour, on pourra alors reporter l'examen des points relevant des deuxième et troisième catégories et élaborer un programme réaliste qui permettrait d'achever l'examen des points entrant dans la première catégorie.

12. Mme GOICOCHEA (Cuba) dit que, si le plan de travail proposé par le Président représente un effort sincère en vue d'accélérer les travaux de la Commission, il ne tient pas compte de ses besoins réels. Certains éléments du plan soulèveraient des difficultés particulières. Par exemple, les petites délégations disposent de ressources à peine suffisantes pour participer aux consultations officielles qui se tiendraient concurremment; de plus, la délégation cubaine ne peut accepter aucune dérogation à la règle des 24 heures, étant donné la nécessité de consulter les gouvernements. Dans une situation d'urgence telle que celle-ci, il est clair que des mesures extraordinaires s'imposent et l'intervenante partage l'opinion selon laquelle la Commission ferait bien de concentrer ses efforts sur certains points au sujet desquels des décisions immédiates s'imposent, à savoir le budget-programme, le barème des quotes-parts, le régime commun et l'approbation, au minimum, du calendrier des conférences pour 1992. L'examen d'autres points pourrait être reporté soit à une reprise de la session, soit à la quarante-septième session. L'intervenante partage les préoccupations exprimées concernant l'effet possible de ce report sur la décision d'inscrire certains points à l'ordre du jour de l'Assemblée générale une année sur deux; c'est là un objectif qui mérite d'être poursuivi, mais qui doit être examiné dans un contexte plus large.

13. M. MONTHE (Cameroun) dit que la Commission, qui a élu un bureau, doit se laisser guider par ses suggestions. Il ne juge pas irréaliste le plan de travail du Président et il ne serait pas impossible à la Commission de poursuivre ses travaux sur cette base. En particulier, si le Bureau juge opportun de reporter l'examen de certains points, la Commission devrait adopter cette décision. Néanmoins, certaines questions exigent une attention

(M. Monthe, Cameroun)

immédiate, à savoir le budget-programme et les états d'incidences sur le budget-programme des décisions prises par les autres grandes commissions, le barème des quotes-parts et le financement des opérations de maintien de la paix. La délégation camerounaise est préoccupée notamment par l'approche quelque peu irréaliste adoptée au cours de certaines consultations officieuses, où on a consacré beaucoup de temps à des questions qui n'occupent pas une place centrale dans les travaux de la Commission. Au cours des consultations sur les questions relatives au personnel par exemple, on a longuement débattu des critères de recrutement du personnel, bien que ceux-ci soient énoncés dans la Charte et ne relèvent donc pas de la compétence de la Commission. Les délégations doivent adopter une approche pragmatique, faute de quoi la Commission n'achèvera jamais ses travaux.

14. M. WU Gang (Chine) dit que le plan de travail proposé par le Président n'est pas réaliste. C'est une tâche énorme que de parvenir à un consensus sur tous les points dont la Commission est saisie et de prendre des décisions à leur sujet. Il vaudrait mieux reporter l'examen de certains points, mais à une reprise de la session qui aurait lieu au début de 1992 plutôt qu'à la quarante-septième session. L'acceptation d'une telle décision par la délégation chinoise ne signifie pas qu'elle approuve l'idée de n'inscrire certaines questions que tous les deux ans à l'ordre du jour de la Commission. Pour le moment, il faut donner la priorité au budget-programme, au barème des quotes-parts et au financement des opérations de maintien de la paix. L'intervenant se félicite de la proposition de la délégation indienne tendant à demander au Secrétariat d'identifier les points appelant une décision immédiate. Enfin, il regrette que le débat sur le programme de travail de la Commission ait occupé trop de temps à la séance en cours - un temps qui aurait pu être consacré aux questions de fond.

15. Mme ERIKSSON FOGH (Suède) dit que sa délégation regretterait que la Cinquième Commission soit contrainte de voter sur certains des points dont elle est saisie. Elle estime elle aussi qu'il serait utile que le Secrétariat établisse une liste des questions prioritaires nécessitant une décision immédiate. A cet égard, les points relatifs à la crise financière actuelle et à la crise financière sembleraient, par leur nature même, revêtir un caractère d'urgence. Enfin, il importe que la Commission ait connaissance des vues du Comité consultatif avant de prendre des décisions.

16. M. ONWUALIA (Nigéria) dit que le plan de travail proposé par le Président aurait dû être soumis plus tôt. Il importe de traiter immédiatement de certaines questions. Par exemple, il faut achever l'examen des points 116 et 117 afin de prévenir toute érosion du régime commun. L'intervenant partage l'opinion du représentant du Cameroun, à savoir que la Commission n'achèvera jamais ses travaux à moins de modifier son attitude. Il estime lui aussi qu'il importe de recueillir les vues du Comité consultatif avant de prendre des décisions. La délégation nigériane ne saurait accepter que la Commission n'examine certaines questions que tous les deux ans et les points qui ne seront pas traités immédiatement devront être examinés de nouveau à une reprise de la session, en février prochain.



17. M. DINU (Roumanie) dit que sa délégation aurait souhaité que le plan de travail soit présenté plus tôt. Il est évident que, même si elle recourt au vote, la Commission ne pourra achever l'examen des questions restantes avant la clôture de la session en décembre. Il lui reste encore à examiner par exemple quelque 25 états d'incidences sur le budget-programme. La délégation roumaine estime elle aussi qu'il faudrait accorder la priorité aux questions relatives au budget-programme et au barème des quotes-parts. Il ne faudrait pas que le Bureau définisse à lui seul les priorités immédiates mais qu'il le fasse en consultation avec les délégations. Un calendrier précis devra être établi pour les décisions concernant les questions dont l'examen aura été reporté à une reprise de la session en 1992. Toute décision tendant à reporter l'examen de certaines questions à la quarante-septième session devra être prise par consensus.

18. M. FORAN (Secrétaire général adjoint par intérim à l'administration et à la gestion) dit que la marge de manœuvre de la Commission en ce qui concerne la décision de reporter l'examen de certaines questions n'est pas aussi grande que de nombreuses délégations semblent le croire. Si certains ou l'ensemble des éléments des points relatifs à l'examen de l'efficacité du fonctionnement de l'Organisation (point 105), à l'exécution du budget (point 106), à d'autres questions budgétaires (point 107) et aux questions relatives au personnel (point 115) peuvent être différés, de même que certaines questions relatives au maintien de la paix (points 118 à 122, 123, 136 et 138), et si la Commission a pratiquement achevé ses travaux sur les rapports financiers (point 104), la coordination administrative et budgétaire (point 111) et le Corps commun d'inspection (point 112), des décisions immédiates doivent être prises pour tous les autres points. En particulier, ceux concernant le budget-programme pour l'exercice biennal 1992-1993 (point 107), la crise financière actuelle et la crise financière de l'Organisation (points 109 et 110), le plan des conférences (point 113), le barème des quotes-parts (point 114), le régime commun et le régime des pensions (points 116 et 117) sont tous hautement prioritaires. De même, les décisions relatives aux diverses nominations (point 118) ne peuvent guère être reportées. La Commission devrait donc faire tout son possible pour parvenir à un consensus sur ces questions afin de faciliter la prise de décisions rapides.

19. M. INOMATA (Japon) s'inquiète du calendrier prévu pour l'examen des budgets des opérations de maintien de la paix. Il souhaiterait savoir en particulier si les documents nécessaires seront prêts à être présentés le 11 décembre étant donné qu'on ne dispose pas encore des propositions du Secrétaire général. Compte tenu de l'urgence des opérations de maintien de la paix et des procédures parlementaires à engager avant que les pays ne puissent apporter leurs contributions, il demande des éclaircissements sur le calendrier envisagé.

20. Le PRESIDENT, résumant les débats, dit que le plan de travail manque de réalisme, à en croire l'opinion générale qui semble se dégager. Si l'on doit respecter la date limite du 15 décembre, il faudra reporter l'examen de

(Le Président)

certaines points et se concentrer sur les questions les plus urgentes telles que le projet de budget-programme, le barème des quotes-parts et les opérations de maintien de la paix. Un certain nombre de délégations ont suggéré que les points qui seront reportés pourraient être examinés en deux étapes, les plus urgents lors d'une reprise de la session en 1992 et les autres à la quarante-septième session de l'Assemblée générale. La plupart des délégations se sont accordées à reconnaître que le programme établi dans le plan de travail ne pourrait être achevé d'ici au 15 décembre. Le Président espère toutefois que la Commission pourra d'ici là achever ses travaux sur les points les plus importants et qu'il pourra en informer le Président de l'Assemblée générale.

21. M. CONMY (Irlande) dit qu'il faut du temps pour parvenir à un consensus et qu'il serait irréaliste de fixer un délai aussi proche que le 15 ou le 17 décembre. Il faudrait informer le Président de l'Assemblée générale qu'il n'est dans l'intérêt ni de l'Organisation ni de la Cinquième Commission de fixer un délai aussi proche.

22. M. KINCHEN (Royaume-Uni) appuie l'opinion exprimée par le représentant de l'Irlande et par le représentant des Pays-Bas au nom des 12 Etats membres de la Communauté européenne. Il faudrait vraisemblablement envisager une reprise de la présente session de l'Assemblée générale en 1992 pour examiner la question des opérations de maintien de la paix et l'on pourrait tirer le meilleur parti des ressources si la Commission reprenait ses travaux au même moment. Compte tenu toutefois des coûts élevés que cela entraînera, la Commission devrait examiner le moins de questions possible à une reprise de la session et en reporter le nombre maximum à la quarante-septième session de l'Assemblée générale.

23. M. Spaans (Pays-Bas), Vice-Président, prend la présidence.

POINT 104 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORTS FINANCIERS ET ETATS FINANCIERS  
VERIFIES ET RAPPORTS DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (suite)  
(A/C.5/46/48; A/C.5/46/L.3)

24. Le PRESIDENT dit qu'après plus ample examen du projet de résolution A/C.5/46/L.3, il a été convenu de supprimer le deuxième alinéa du préambule et le paragraphe 3 du dispositif et de les faire figurer dans le projet de décision sur la coordination administrative et budgétaire entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique (point 111 de l'ordre du jour). L'état d'incidences sur le budget-programme publié sous la cote A/C.5/46/48 ne se rapportant qu'à l'objet de ces paragraphes, il sera examiné au titre du point 111 de l'ordre du jour.

25. M. INOMATA (Japon) dit qu'avant que le projet de résolution ne soit adopté, il tient à rappeler que sa délégation s'est réservé le droit d'intervenir sur le point 104 de l'ordre du jour lorsque l'opinion du Comité

(M. Inomata, Japon)

consultatif sur le rapport du Secrétaire général relatif à la question des engagements non réglés figurant dans le document A/46/404 serait connue. Bien qu'elle n'approuve pas intégralement les propositions figurant dans ce rapport, la délégation japonaise a néanmoins décidé de souscrire à l'accord figurant au paragraphe 21 du projet de résolution parce qu'elle partage la préoccupation exprimée par le Secrétaire général. Elle espère que celui-ci présentera un autre rapport sur la question, comme il en est prié au paragraphe 21.

26. La délégation japonaise tient à réitérer qu'il importe de respecter strictement le règlement financier et les règles de gestion financière en ce qui concerne les engagements non réglés. Elle juge donc qu'il n'y a pas lieu d'y apporter une quelconque modification. Elle estime que les problèmes de reconduction de crédits auxquels s'est heurté le Secrétaire général en imputant sur les crédits de l'exercice en cours les engagements non réglés encore valables seront effectivement résolus si l'Assemblée générale décide que ces règles et règlements doivent être appliqués, selon que de besoin, conformément à la procédure suivante. Lorsque des engagements valables non réglés ne peuvent être liquidés dans les délais prescrits à l'article 4.3 du règlement financier, l'article 4.4 devrait être appliqué. Chacun de ces engagements devrait être examiné conformément à la règle de gestion financière 110.9 avant qu'il ne soit annulé ou réimputé sur les crédits de l'exercice en cours. Lorsqu'il est déterminé qu'un engagement de dépenses non réglé constitue une dépense valable, le Secrétaire général devrait proposer que l'Assemblée générale en autorise la réimputation sur les crédits de l'exercice en cours dans le premier rapport sur l'exécution du budget-programme pour l'exercice biennal en cours. Ce faisant, il devrait déterminer que l'engagement ne peut pas être réglé dans les limites du montant total du budget, grâce à des économies ou par le redéploiement de ressources d'un chapitre à un autre, sans qu'il n'en résulte des effets négatifs sur l'exécution des programmes. Si l'Assemblée générale juge la demande du Secrétaire général justifiée, elle réimputera le montant nécessaire sur le chapitre pertinent des prévisions révisées du budget-programme sans recourir au fonds de réserve, pourvu que le montant ainsi réimputé soit considéré comme correspondant à des économies au cours de l'exercice biennal auquel il se rapporte et vienne en déduction des quotes-parts des Etats Membres pour l'exercice suivant immédiatement l'adoption des prévisions révisées.

27. Mme BEAULIEU (Canada) et M. RAE (Inde) disent que leurs délégations n'ont pas été associées à l'examen ultérieur du projet de résolution dont le Président a fait mention et demandent des éclaircissements sur la question.

28. Le PRESIDENT dit qu'il a été convenu de supprimer le deuxième alinéa du préambule et le paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution après qu'il a été suggéré qu'il vaudrait mieux les faire figurer dans le projet de décision relatif au point 111 de l'ordre du jour. Ce projet de décision sera bientôt disponible et comprendra les deux paragraphes en question.

29. M. TEIRLINCK (Belgique) dit que, lorsqu'il établira le rapport demandé au paragraphe 21 du projet de résolution, le Secrétaire général devra également tenir compte des vues du CCQAR.

30. M. MORDACQ (France) dit que la question des engagements non réglés est un sujet très complexe qui devrait être examiné dans le cadre de séminaires techniques. Des divergences de vues sont apparues au cours des consultations officielles, mais la délégation française est disposée à appuyer le projet de résolution.

31. M. KINCHEN (Royaume-Uni) dit que, s'il a bien compris, le Président demande à la Commission de se prononcer sur le projet de résolution publié sous la cote A/C.5/46/L.3, tel qu'il l'a révisé oralement.

32. Le PRESIDENT dit qu'il en est bien ainsi. S'il n'y a pas d'objection, il considérera que la Commission souhaite adopter le projet de résolution publié sous la cote A/C.5/46/L.3, tel que révisé oralement.

33. Il en est ainsi décidé.

34. M. MUNCH (Allemagne) expliquant la position de sa délégation, dit qu'il interprète l'"obligation de justifier dûment l'emploi des fonds du Programme" dont il est fait mention au paragraphe 13 du projet de résolution comme signifiant une obligation de justifier intégralement l'emploi de ces fonds.

35. M. TEIRLINCK (Belgique) et M. KINCHEN (Royaume-Uni) s'associent à l'observation faite par le représentant de l'Allemagne.

POINT 107 DE L'ORDRE DU JOUR : PROJET DE BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE BIENNAL 1992-1993 (suite)

Incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/46/L.13 concernant le point 29 de l'ordre du jour (A/C.5/46/38; A/46/7/Add.10)

36. M. COHEN (Etats-Unis d'Amérique) souhaiterait avoir des éclaircissements sur deux points figurant dans l'état présenté par le Secrétaire général au sujet des incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/46/L.13 (A/C.5/46/38). Premièrement, au tableau 2 de l'annexe, 13 500 dollars des Etats-Unis sont prévus pour le mobilier et le matériel de bureau tandis qu'au paragraphe 14 de l'annexe, un crédit de 33 000 dollars est prévu pour le mobilier et le matériel. Le représentant des Etats-Unis se demande s'il s'agit du même objet de dépense et si tel est le cas, pourquoi les montants diffèrent. Deuxièmement, au paragraphe 16 de l'état d'incidences sur le budget-programme, on mentionne un montant de 369 400 dollars au titre des contributions du personnel, ce qui représente un remboursement d'impôt aux ressortissants des Etats-Unis d'un montant total de 90 000 dollars par an environ. La délégation des Etats-Unis aimerait savoir sur quelle base a été établie cette estimation et souhaiterait qu'on procède à une ventilation des

(M. Cohen, Etats-Unis)

montants prévus au titre des contributions du personnel dans le budget de l'exercice 1990-1991 pour le programme relatif à l'Afghanistan et qu'on indique également les remboursements d'impôt effectivement payés aux ressortissants des Etats-Unis par imputation sur ce poste budgétaire.

37. M. RAE (Inde), se référant au paragraphe 9 de l'état d'incidences, demande des informations complémentaires sur les efforts déployés en vue de disposer de locaux à titre gracieux.

38. M. BAUDOT (Directeur de la Division de la planification des programmes et du budget), répondant aux questions posées par le représentant des Etats-Unis, dit que les 33 000 dollars représentent le montant total des trois derniers postes de dépense figurant dans le tableau 2. En ce qui concerne les contributions du personnel, son bureau fournira ultérieurement à la délégation des Etats-Unis les informations pertinentes pour 1991 et 1992. Répondant à la question du représentant de l'Inde, M. Baudot dit que les efforts se poursuivent afin d'obtenir l'accord de tous les gouvernements concernés en vue de fournir des locaux à titre gracieux.

39. Le PRESIDENT suggère que, sur la base du rapport du Secrétaire général et des recommandations du Comité consultatif, la Cinquième Commission informe l'Assemblée générale que si celle-ci adopte le projet de résolution A/46/L.13, les prévisions de dépenses pour 1992 seraient de 6 600 000 dollars et qu'aucune modification des activités au titre du projet de budget-programme ne serait requise. Les dépenses supplémentaires à prévoir ont un caractère clairement extraordinaire, puisqu'elles se rapportent au maintien de la paix et de la sécurité; elles ne doivent donc pas être imputées sur le fonds de réserve.

40. M. INOMATA (Japon) demande si la décision suggérée par le Président implique une approbation des vues exprimées par le Comité consultatif dans son rapport (A/46/7/Add.10); sinon, il faudrait qu'une telle approbation soit explicitement exprimée.

41. M. DANKWA (Ghana) dit que le sens du paragraphe 9 du rapport du Comité consultatif n'est peut-être pas très clair. Après avoir recommandé de ramener de 6,8 millions à 6,6 millions de dollars les crédits supplémentaires demandés par le Secrétaire général, le Comité consultatif indique qu'il faudrait ouvrir un crédit supplémentaire de 6,6 millions de dollars, lequel ne devrait pas être imputé sur le fonds de réserve. Le représentant du Ghana demande donc qu'on lui confirme que les crédits supplémentaires viendront bien s'ajouter au budget ordinaire, se traduisant ainsi par une augmentation des ressources.

42. M. KINCHEN (Royaume-Uni) demande qu'on lui confirme si la procédure recommandée par le Comité consultatif est la même que celle qui a été suivie en ce qui concerne d'autres missions des Nations Unies en Afghanistan depuis la quarante-troisième session de l'Assemblée générale.

43. M. MORDACO (France) dit que la notion de dépenses extraordinaires est clairement prévue dans l'annexe I de la résolution 41/213 de l'Assemblée générale. Compte tenu de la méthodologie actuelle, il estime que la Commission n'a d'autre choix que d'accepter les propositions dont elle est saisie. Il serait souhaitable qu'à l'avenir, des séminaires techniques soient consacrés à la manière de traiter les dépenses extraordinaires lorsqu'elles ne se rapportent pas aux opérations de maintien de la paix, à l'inflation ou aux fluctuations des taux de change.

44. M. BAUDOT (Directeur de la Division de la planification des programmes et du budget) confirme l'interprétation du représentant du Ghana au sujet du paragraphe 9 du rapport du Comité consultatif et dit qu'à l'exception de la réduction de 273 400 dollars, le rapport correspond à l'état présenté par le Secrétaire général. Répondant au représentant du Royaume-Uni, il dit que la procédure recommandée est effectivement celle qui a été suivie depuis plusieurs années. En ce qui concerne la déclaration faite par le représentant de la France, il dit que la proposition dont la Commission est saisie reflète bien l'interprétation française de la résolution 41/213 de l'Assemblée générale; bien que les dépenses considérées soient renouvelables, il n'a pas été possible, pour des raisons politiques évidentes, de les inclure dans le budget lorsque celui-ci a été établi. En réponse au représentant du Japon, M. Baudot dit qu'il croit comprendre que les recommandations du Comité consultatif ont été prises en considération dans la proposition dont a donné lecture le Président, non seulement en ce qui concerne le montant mais aussi s'agissant des aspects qualitatifs de la question.

45. M. INOMATA (Japon) dit que le Président a utilisé la formule "sur la base des recommandations du Comité consultatif" et que celle-ci a également été utilisée dans des cas où les recommandations visées n'avaient pas été totalement approuvées par l'Assemblée générale. Si le texte de la décision ne constitue pas une approbation de ces recommandations, il faudrait le modifier pour qu'il en soit ainsi.

46. Le PRESIDENT dit que, s'il comprend bien la proposition du représentant du Japon, la décision devrait se lire comme suit : "Se fondant sur le rapport du Secrétaire général et approuvant les recommandations du Comité consultatif, la Cinquième Commission devra informer l'Assemblée générale que, si elle adopte le projet de résolution A/46/L.13, les prévisions de dépenses pour 1992 seraient de 6 600 000 dollars et qu'aucune modification des activités au titre du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1992-1993 ne sera requise. Par ailleurs, la Commission devra informer l'Assemblée que les dépenses supplémentaires à prévoir si l'Assemblée décide d'adopter le projet de résolution A/46/L.13 ont un caractère clairement extraordinaire puisqu'elles se rapportent au maintien de la paix et de la sécurité, et qu'elles ne doivent donc pas être imputées sur le fonds de réserve."

47. M. ETUKET (Ouganda) demande au Secrétariat de confirmer que la proposition, telle que révisée par le Président, est techniquement correcte. Il se demande également si la Commission est réellement en mesure de se prononcer sur la proposition à ce stade. Alors que la délégation ougandaise n'avait aucune difficulté à accepter la formulation initiale du Président, elle n'est plus sûre du sens de la proposition sous sa forme révisée. Il serait utile que le Président du Comité consultatif éclaircisse ce qu'on demande à la Cinquième Commission d'adopter.

48. Le PRESIDENT dit qu'il semble que la formulation initiale du projet de décision réponde aux préoccupations de la plupart des délégations. Il demande si le représentant du Japon insiste pour qu'on lui donne des éclaircissements supplémentaires ou s'il est disposé à accepter l'explication donnée par le Directeur de la Division de la planification des programmes et du budget, de manière que la décision puisse être adoptée.

49. M. INOMATA (Japon) dit que si la question doit être posée au Président du Comité consultatif, cela nécessitera une autre série de discussions au sein du CCQAB. Si sa délégation accepte de retirer sa proposition, cela voudra dire que la Commission n'est pas sûre d'approuver les recommandations du Comité consultatif. Le représentant de l'Ouganda pourrait peut-être indiquer quels sont les aspects du rapport du Comité consultatif auxquels il s'oppose éventuellement. S'il n'y en a pas, le rapport devrait être approuvé.

50. M. ETUKET (Ouganda) n'est pas sûr que sa délégation puisse répondre à la demande du représentant du Japon en l'absence du Président du Comité consultatif. Il propose que la Commission se prononce sur la base du libellé initial.

51. M. ZAHID (Maroc) dit que sa délégation n'éprouve pas de difficulté à accepter le libellé initial qu'elle interprète comme une manière d'approuver les recommandations du Comité consultatif. Il propose que la Commission adopte une décision en deux parties, l'une approuvant les recommandations du Comité consultatif et l'autre énonçant le libellé révisé du Président. Le Président du Comité consultatif n'a pas besoin d'être présent puisqu'il semble que la Commission ait accepté les recommandations du Comité consultatif.

52. Le PRESIDENT dit qu'étant donné qu'une délégation a demandé la présence du Président du CCQAB, aucune décision ne peut être prise à la présente séance.

53. M. ETUKET (Ouganda) souhaite faire état de ce que sa délégation ne s'oppose pas à l'adoption de la décision telle que formulée initialement, même en l'absence du Président du CCQAB. Toutefois, si le Comité décide de se prononcer sur le libellé révisé, il faudrait alors que le Président du Comité consultatif soit prié d'apporter des éclaircissements.

La séance est levée à 18 h 15.